

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 27/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HIT TS**

4 rue Lavoisier  
69680 Chassieu

Références : UD-R-CTESSP-24-299-AL  
Code AIOT : 0006103933

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement HIT TS implanté 4 rue Lavoisier 69680 Chassieu. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de l'Inspection. Elle porte sur le suivi des constats effectués lors de la visite du 03/11/2022.

La visite a également été l'occasion de contrôler certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE.

Les suites données aux constats effectués lors de la visite du 12/12/2023 n'ont pas été abordés. Ils le seront lors d'une visite ultérieure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIT TS
- 4 rue Lavoisier 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0006103933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HIT TS exerce une activité de traitement chimique de surface à façon sur trois chaînes (zinc/zinc nickel, phosphatation et nickel chimique) pour des domaines tels que l'automobile, le textile, l'armement et le nucléaire. L'établissement qu'elle exploite sur la commune de Chassieu est autorisé par l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989, pour les rubriques et régime suivants de la nomenclature des ICPE : • 3260 : traitement de surface de métaux (131 m<sup>3</sup>) → Autorisation.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un déclenchement de l'alarme incendie de l'établissement est intervenu à la fin de la visite, vers 12h35.

Le personnel présent dans les locaux a été rapidement évacué jusqu'au point de rassemblement, clairement signalé. L'Inspection a pu constater une odeur de brûlé au moment de l'évacuation. D'après les déclarations de l'exploitant, l'origine de l'incident est une erreur humaine : papier présent dans un casier placé dans le four de dégazage des pièces (200°C) situé dans le local laboratoire.

Interrogé par l'Inspection à cette occasion, l'exploitant a précisé :

- que l'établissement ne dispose pas d'équipiers d'intervention, et que l'ensemble du personnel est formé à la manipulation des extincteurs tous les 5 ans ;
- qu'en cas de déclenchement de l'alarme incendie en heures ouvrées, 2 personnes de l'établissement sont chargées d'identifier la zone concernée (à partir des indications de la centrale incendie) et d'effectuer la vérification de l'événement en cours. Si l'événement est résolu, l'alarme est acquittée et le personnel regagne les locaux. Dans le cas contraire, l'exploitant alerte les services d'incendie et de secours. L'exploitant est par ailleurs contacté par la télé-surveillance ;
- qu'en cas de déclenchement hors heures ouvrées, la télé-surveillance contacte le PDG ou la directrice du site. Si l'exploitant est injoignable, la télé-surveillance est habilitée à alerter les services d'incendie et de secours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Qualité des rejets aqueux – Zn et Ni	Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	GIDAF	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.IV	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance	Arrêté Ministériel	Susceptible de suites	Demande d'action	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des émissions - contrôles de recalage	du 30/06/2006, article 33		corrective	
8	Arrêté ministériel PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 3	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Station de traitement des effluents – État des sols	Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3 § 8.2.3	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des émissions de substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Arrêté ministériel « RSDE »	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 et 34	/	Sans objet
5	Surveillance des émissions – DCO	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Surveillance des émissions - contrôles internes	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions mises en oeuvre par l'exploitant durant les dernières années ont permis une amélioration significatives de la qualité des rejets dans l'eau, bien que des dépassements ponctuels soient encore observés. Les actions complémentaires prévues par l'exploitant d'ici fin 2025 permettront a priori, d'une part, un retour pérenne à la conformité, et d'autre part, de mener la démarche RSDE à son terme. Il ressort toutefois de la visite du 20/11/2024 qu'une attention particulière doit être apportée sur le pH des effluents rejetés et sur la fiabilité et les possibilités

d'amélioration du protocole d'analyse interne concernant le Nickel.

Par ailleurs, s'agissant de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE, il est demandé à l'exploitant de refaire une campagne de recherche afin de disposer d'au moins 3 résultats couverts par une accréditation.

En outre, la visite du 20/11/2024 a été l'occasion de constater une non-conformité concernant la consistance et l'état du revêtement du sol du local accueillant la station de traitement des effluents, qui doit être étanche et inattaquable.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualité des rejets aqueux – Zn et Ni

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>- Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets dans l'eau (concentration et flux) fixées au paragraphe 8.5.3 de l'article 3 de l'AP du 04/10/1989 modifié par l'APC du 02/01/2019, dont:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Zn: concentration de 2 mg/l, flux journalier de 0,72 kg/j et flux moyen annuel de 0,2 kg/j;</li><li>- Ni: concentration de 2 mg/l, flux journalier de 1,8 kg/j et flux moyen annuel de 0,1 kg/j;</li><li>- Pour le Cu (non réglementé par l'AP du 04/10/1989): respect de la valeur limite d'émission (concentration) fixée à l'article 20 de l'AM du 30/06/2006 modifié par l'AM dit «RSDE» du 24/08/2017.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes:</u></p> <p>Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté d'importants dépassements des VLE en concentration pour les paramètres Ni et Zn entre janvier 2020 et mars 2021. Des dépassements réguliers ont continué entre avril 2021 et août 2022.</p> <p>L'exploitant a réalisé des travaux d'amélioration de la station de traitement (remplacement du filtre-pressé et skids de filtration finale), achevés en juillet 2022, et a affiné les pH de précipitation et neutralisation. Lors de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a constaté une amélioration significative des rejets au vu des résultats de septembre et octobre 2022, restant toutefois insuffisante pour le Ni.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il prévoyait la mise en œuvre d'actions supplémentaires:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pompage/nettoyage des 2 cuves situées entre le filtre-pressé et la filtration finale.</li><li>• Piégeage du Ni des bains usagés en amont de la station de traitement.</li></ul>

Constats de la visite du 20/11/2024:

Par courrier du 23/10/2023, l'exploitant indique qu'un nettoyage des cuves a été réalisé en février et en juillet 2023 et la solution de piégeage du Ni des bains usagés a été abandonnée. Il rappelle par ailleurs dans ce courrier que les dépassements en Ni sont liés à la présence de complexants dans les formulations des bains Zn-Ni, et précise qu'il a mis en œuvre une nouvelle solution depuis avril 2023 avec l'ajout d'un produit décomplexant lors du traitement des effluents.

Lors de la visite du 20/11/2024, l'Inspection a consulté les résultats d'autosurveillance déclarés sur GIDAF pour la période juillet 2023 – septembre 2024 et a constaté que:

- aucun résultat ne dépasse les valeurs limites pour le Zn (autosurveillance et contrôles externes);
- aucun résultat d'autosurveillance ne dépasse les valeurs limites pour le Ni, mais la concentration limite est dépassée lors des contrôles externes du 19/12/2023 (3,14mg/l) et du 04/07/2024 (2,05mg/l).

L'Inspection relève que le dépassement du 04/07/2024 est de faible ampleur et que l'exploitant a encore significativement amélioré la qualité des rejets depuis novembre 2022. Lors de la visite, il a précisé que les réglages ont été longs et difficiles suite à l'ajout du produit décomplexant (quantité injectée et pH de précipitation) mais qu'il estime être arrivé à une stabilisation. De plus, les actions envisagées suite à la nouvelle étude réalisée en 2024 aboutiront à une nouvelle réduction des émissions (cf. constat n°3, Réduction des émissions de substances dangereuses).

S'agissant des résultats du 19/12/2023, l'exploitant émet des doutes sur leur validité, son prestataire (EUROFINS Vénissieux) ayant perdu son accréditation en décembre 2023. L'Inspection a consulté le rapport d'analyse et constate que les résultats sont bien couverts par l'accréditation pour le Ni, analysé par un sous-traitant (Eurofins Saverne, début d'analyse le 20/12/2023). Dès lors, l'Inspection considère ces résultats valides et constate un dépassement significatif.

L'exploitant n'a pas identifié l'origine de cet écart. Dans la mesure où les résultats du contrôle du 19/12/2023 montrent également une concentration anormalement élevée en MES, il pourrait éventuellement être lié à une dérive temporaire du décanteur ou de la filtration finale. L'exploitant a précisé que les skids de filtration sont nettoyés régulièrement (1 à 2 jours).

Par ailleurs, l'Inspection n'a pas constaté de dépassement des valeurs limites d'émission sur les autres paramètres surveillés, excepté s'agissant des résultats mentionnés ci-après.

–Paramètre pH: lors du contrôle externe du 27/07/2023 (dérive de la mesure interne et action corrective mise en œuvre (nettoyage et calibration de la sonde)) et lors du contrôle externe du 04/07/2024 (valeur instantanée supérieure à la limite haute de 9 durant presque toute la durée de rejet lors du contrôle).

S'agissant des résultats du 04/07/2024, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas identifié la dérive. Il a précisé que l'entretien et la vérification de la sonde pH est effectué chaque semaine. Durant la visite, il n'est pas parvenu à exporter les résultats de son suivi en continu pour permettre à l'Inspection de vérifier si ce suivi permet de conclure à dérive de la mesure interne en juillet 2024 ou s'il montre également un dépassement de la valeur limite (impliquant un dysfonctionnement du système de régulation et du dispositif d'alarme et de coupure). Au moment de la visite (vers 12h), la valeur de pH mesurée par la sonde était de 8,5.

–Paramètre DCO: lors du contrôle externe du 19/12/2023 (238mg/l, valeur limite de 200mg/l). L'exploitant n'a pas identifié l'origine de ce dépassement.

Remarque: l'Inspection ne tient pas compte du contrôle externe du 19/12/2023 pour les paramètres MES et Fe, pour lesquels les résultats ne sont pas couverts par une accréditation.

L'Inspection n'a pas vérifié la conformité des rejets dans l'eau pour les substances ne figurant pas dans le cadre GIDAF de l'établissement (cf. constat n°4).
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°1:</b> L'Inspection demande à l'exploitant de veiller à suivre l'évolution de la qualité des rejets et d'investiguer l'origine des éventuels dépassements (en particulier les dépassements significatifs), en continuant de mettre en œuvre les actions correctives utiles. Ce point pourra faire l'objet d'un nouveau contrôle à l'occasion de la prochaine visite traitant du thème des rejets dans l'eau.</p> <p><b>Demande n°2:</b> L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de son suivi en continu du pH du 3 au 5 juillet 2024 afin de justifier l'absence de valeurs supérieures à 9 dans ce suivi (hypothèse de dérive de la mesure interne). Si ce suivi montre des valeurs supérieures à 9, il transmettra également les résultats du 19 et 20 novembre 2024 pour justifier du retour à la normale, expliquera l'absence de fonctionnement de l'alarme et l'absence de coupure automatique de l'alimentation en eau, et précisera les actions correctives qu'il compte mettre en œuvre. Ce point fera l'objet d'un contrôle approfondi à l'occasion de la prochaine visite traitant du thème des rejets dans l'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58.IV</u> Résultats de la surveillance des émissions transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure lorsque le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente</p> <p><u>Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 33</u> Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p><u>Arrêté ministériel du 28/04/2014, article 1</u> Résultats de la surveillance des émissions transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'Inspection a constaté qu'au 30/10/2024 l'exploitant n'avait encore procédé à aucune des déclarations mensuelles requises depuis juin 2024 sur GIDAF. Afin de disposer des données de surveillance nécessaires au contrôle, l'Inspection a dû rappeler à l'exploitant qu'il devait procéder à ces déclarations et attendre qu'il ait satisfait à cette demande.</p>

L'exploitant a rattrapé son retard pour les 3 déclarations mensuelles manquantes le 07/11/2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Demande n°3</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de respecter les délais de transmission des résultats de surveillance des rejets aqueux dans GIDAF.</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

### N° 3 : Réduction des émissions de substances dangereuses

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.4
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 04/10/1989 (modifié le 02/01/2019), article 3, § 8.5.4</u></p> <p>Dans un délai de 12mois, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique complémentaire, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3ans.</p> <p>Cette étude doit présenter les éléments suivants: [...] proposition d'une stratégie d'action pour les solutions retenues présentant l'échéancier de réalisation [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes:</u></p> <p>Lors de la visite du 12/02/2020, l'Inspection a constaté que l'exploitant a fait réaliser la note complémentaire du 01/08/2019 à l'ETE «RSDE», développant l'argumentaire relatif à la faisabilité technico-économique des solutions de réduction des émissions de Zn et de Ni. Les actions suivantes y ont été retenues par l'exploitant : réduction de l'emploi des substances (action continue), substitution de produits (réalisée en 2017) et amélioration de la station de traitement.</p> <p>Plusieurs solutions ne sont pas retenues en l'état, sans être écartées sur des critères techniques ou économiques, et la note du 01/08/2019 conclut seulement qu'elles seront à étudier «au besoin»:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>–ajout d'un réactif insolubilisant (coût de fonctionnement estimé à 15 k€/an);</li> <li>–mise en place d'une filtration finale (coût d'investissement estimé à 40-60 k€HT);</li> <li>–traitement de finition par résines échangeuses d'ions ou charbon actif (coût d'investissement estimé à 15-30 k€HT et coût de fonctionnement estimé à 25 k€/an).</li> </ul> <p>Lors de la visite du 03/11/2022, au vu des indications de l'exploitant, il est apparu que les travaux</p>



d'amélioration de la station ont été réalisés et que le filtre à sable, qui n'était plus en fonctionnement, a été remplacé par des skids de filtration finale.

L'exploitant a précisé qu'il n'envisageait plus les solutions qu'il avait mentionnées dans son courrier du 16/11/2021, à savoir pré-neutralisation, chaud liquide et résines chélatantes. Il a ajouté qu'il souhaitait faire réaliser une nouvelle étude – de meilleure qualité – portant sur la diminution des consommations d'eau, la diminution des niveaux de rejets et l'anticipation des exigences futures (y compris celles fixées par la Métropole de Lyon, gestionnaire de la station réceptrice).

Constats de la visite du 20/11/2024:

Par courrier du 23/10/2023, l'exploitant indique qu'il a mis en œuvre une nouvelle solution d'amélioration du traitement des effluents depuis avril 2023 avec l'ajout d'un produit décomplexant.

L'exploitant a précisé lors de la visite qu'il s'agit d'une solution différente de celle abordée dans l'étude de 2019 (réactif insolubilisant), et qu'il juge cette dernière inefficace au vu du retour d'expérience. Il ressort des éléments présentés depuis 2020 que les différentes solutions retenues ou susceptibles d'être retenues suite à l'étude complémentaire de 2019 ont été mises œuvre, à l'exception du traitement de finition. L'Inspection relève que l'analyse inachevée de cette solution dans l'étude de 2019 ne permet pas de conclure que la démarche RSDE a été menée à son terme.

Toutefois, l'exploitant a fait réaliser par le CETIM la nouvelle étude évoquée lors de la visite du 03/11/2022. Une réunion de présentation s'est tenue le 06/11/2024, à laquelle l'Inspection n'a pas été en mesure de participer, mais le rapport de cette étude n'est pas encore disponible.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que ce rapport sera disponible d'ici fin décembre 2024, et qu'il sera en mesure de transmettre sa proposition de stratégie d'actions (avec échéancier de réalisation et gains / niveaux de rejet attendus) en janvier 2025. Il envisage une échéance de mise en œuvre des actions à fin 2025. Il a précisé que les actions envisagées portent principalement:

–sur la réduction des consommations d'eau (impact indirect sur la qualité des rejets): modification des rinçages, bullage, point d'injection d'eau propre, éventuellement recyclage sur résines, etc;

–sur l'amélioration du traitement des effluents: pré-neutralisation, pré-filtration des boues et traitements de finition (résines ou fibres).

Cette nouvelle étude est susceptible de faire l'objet d'une instruction, et si nécessaire des compléments pourront être demandés à l'exploitant. Dans l'attente, l'Inspection proposera prochainement des prescriptions complémentaires (dont la transmission de la nouvelle étude et de la stratégie d'actions en découlant) dans le cadre de la finalisation de l'instruction de la note complémentaire du 01/08/2019 à l'ETE «RSDE».

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Arrêté ministériel « RSDE »**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 et 34

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

Liste des paramètres surveillés et fréquences de surveillance conformes aux dispositions de l'AM du 30/06/2006 modifié par l'AM dit «RSDE» du 24/08/2017.

## Constats :

### Rappel des constats des visites précédentes:

Dans le cadre de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a pré-analysé la proposition de programme de surveillance transmise par l'exploitant le 25/02/2020 (dispositions de l'AM du 30/06/2006 modifié par l'AM dit «RSDE» du 24/08/2017). Il en ressortait plusieurs points d'attention concernant les principales évolutions et les compléments nécessaires.

Lors de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a constaté que l'exploitant a complété son autosurveillance par une analyse hebdomadaire et des contrôles externes trimestriels du Cu et du Fe. De plus, les mesures réalisées en juillet 2022 ont montré des résultats < LQ pour les substances Dichlorométhane, Nonylphénols et Trichlorométhane (Chloroforme).

S'agissant des compléments nécessaires à l'instruction de sa proposition de programme de surveillance, les réponses fournies par l'exploitant restaient à compléter concernant les paramètres:

- PBDE: L'exploitant n'a pas transmis les résultats de surveillance initiale comme demandé et indique dans son courrier du 16/11/2021 qu'il n'a pas à se positionner compte tenu des valeurs en MES inférieures à 30mg/l. Toutefois, l'arrêté «RSDE» ne prévoit pas de restrictions particulières en matière d'analyse de ces substances et d'application des valeurs limites.
- AOX: lors de la visite du 03/11/2022, l'exploitant a indiqué qu'il a mis en place une surveillance trimestrielle de ce paramètre.

### Constats de la visite du 20/11/2024:

S'agissant du paramètre AOX, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre les résultats de surveillance (concentrations et flux), accompagnés des fiches d'analyse correspondantes, et de compléter son positionnement (fréquence de surveillance et VLE en concentration et flux, au regard des niveaux de rejet et des dispositions de l'AM «RSDE»). L'exploitant n'a pas satisfait à cette demande, se contentant de rappeler qu'une surveillance trimestrielle est déjà en place. Dans ces conditions, l'Inspection proposera de maintenir la surveillance trimestrielle mise en place par l'exploitant et proposera elle-même des VLE dans le cadre de la finalisation de l'instruction de la proposition de programme de surveillance transmise par l'exploitant en 2020.

S'agissant des PBDE, l'Inspection avait demandé à l'exploitant, en l'absence de résultats disponibles, d'engager une campagne de mesures en vue de compléter son positionnement (proposition de périodicité de surveillance et de VLE en concentration et flux, au regard des niveaux de rejet et des dispositions de l'AM «RSDE»). L'exploitant n'a pas satisfait à cette demande et indique, par courrier du 23/10/2023, qu'il maintient qu'il n'a pas à se positionner. L'exploitant a tout de même fait réaliser en décembre 2023 une campagne d'analyse incluant les PBDE, campagne exigée par la Métropole de Lyon. Les résultats sont < LQ, mais l'inspection relève qu'ils ne sont pas couverts par une accréditation du fait des délais de mise en analyse.

Dans ces conditions, l'Inspection juge que les données disponibles et transmises sont insuffisantes pour conclure que ces substances ne sont pas présentes dans les rejets, ou pour acter une fréquence de surveillance et des VLE. Il sera proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation de plusieurs campagnes de mesures dans le cadre de la finalisation de l'instruction de la proposition de programme de surveillance transmise par l'exploitant en 2020.

L'Inspection n'a pas vérifié lors de cette visite les fréquences de surveillance des autres paramètres. L'exploitant est informé que le cadre GIDAF sera actualisé après finalisation de l'instruction de la proposition de programme de surveillance transmise en 2020.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 5 : Surveillance des émissions – DCO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
--

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
--

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent notamment [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) et la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III).

**Constats :**

Rappel des constats des visites précédentes:

Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté que l'indice ST-DCO était mesuré au lieu du paramètre DCO lors des contrôles externes et que le prestataire n'était pas agréé par le ministère de l'environnement pour le paramètre DCO. Par message du 31/01/2022, l'exploitant a indiqué que d'après son prestataire le COFRAC avait remplacé la mesure de la DCO par celle de la ST-DCO.

L'Inspection a confirmé à l'exploitant lors de la visite du 03/11/2022 que la méthode de mesure à appliquer est la méthode de référence (NF T 90-101) et que c'est bien le paramètre DCO qui doit être mesuré lors des contrôles externe trimestriels (sauf démonstration de la représentativité du paramètre ST-DCO par un calage initial puis recalages périodiques).

Constats de la visite du 20/11/2024:

L'exploitant fait désormais appel, pour les contrôles externes, à un prestataire agréé qui effectue la mesure du paramètre DCO. Les rapports des contrôles externes réalisés depuis juillet 2023 n'appellent pas d'observation de l'Inspection sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 6 : Surveillance des émissions - contrôles internes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
--

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
--

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) et la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes:</u></p> <p>Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté que pour les contrôles internes, qu'il effectue en réalisant lui-même les opérations d'échantillonnage (sans accréditation), l'exploitant ne disposait pas de la ou des procédure(s) requise(s) comportant les éléments mentionnés dans le guide établi par la DGPR (préconisations et normes réputées satisfaire aux exigences de fiabilité et de traçabilité des résultats de mesure). Par message du 01/02/2022, l'exploitant a transmis la procédure qu'il a établie.</p> <p>L'Inspection a rappelé à l'exploitant lors de la visite du 03/11/2022 que la communication antérieure de certains éléments à l'Inspection ne le dispense pas de les intégrer à la procédure établie. Ce point concerne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan de localisation des divers points de rejet de l'établissement, ainsi que l'emplacement des points de rejet équipés pour réaliser le suivi (macropolluants et substances);</li> <li>• le schéma de présentation du dispositif de dépollution ou de prétraitement avant rejet, indiquant la localisation des appareils de mesures et des points d'échantillonnage;</li> </ul> <p><u>Constats de la visite du 20/11/2024:</u></p> <p>L'Inspection a constaté que l'exploitant a complété sa procédure sur les deux points soulevés lors de la visite précédente.</p> <p><i>L'Inspection n'a pas vérifié lors des visites que le contenu de la procédure établie par l'exploitant répond bien aux exigences du guide établi par la DGPR. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle détaillé lors de la prochaine visite traitant du thème des rejets dans l'eau.</i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Surveillance des émissions - contrôles de recalage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février</p>

1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent notamment [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) et la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III).

#### **Constats :**

##### Rappel des constats des visites précédentes:

Depuis la visite du 27/04/2021, les dates des contrôles externes de recalage coïncident avec celles de l'autosurveillance hebdomadaire et l'exploitant suit les éventuels écarts en procédant en parallèle à une analyse interne à la fois de l'échantillon interne et du double de l'échantillon du prestataire.

Lors de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a constaté des écarts importants entre les résultats de contrôles externes de recalage (CER) et les résultats internes:

- pour le Zn, le 18/05/2022 (résultat CER de 4,1mg/l et résultat interne de 2,48mg/l) et le 28/07/2022 (résultat CER de 3,38mg/l et résultat interne de 0,44mg/l);
- pour le Ni, le 18/05/2022 (résultat CER de 6,31mg/l et résultat interne de 1,55mg/l).

L'exploitant a indiqué qu'il suppose que ces écarts peuvent être liés à la complexation des métaux, et qu'il aurait besoin de données supplémentaires pour confirmer cette hypothèse. S'agissant des méthodes d'analyse internes, il a précisé qu'il procède à un recalage interne annuel en suivant le protocole du fournisseur. S'agissant du matériel d'échantillonnage interne, il a précisé qu'il fait procéder à des vérifications par un prestataire externe.

##### Constats de la visite du 20/11/2024:

L'Inspection a consulté le fichier tenu par l'exploitant sur 2023 et 2024 pour suivre les écarts – pour le Zn et le Ni – entre les résultats du contrôle externe, de la contre-mesure (analyse interne sur échantillon prestataire) et de la mesure interne.

Les écarts au contrôle externe sont généralement similaires pour la mesure interne et la contre-mesure, de l'ordre de 5 à 25% à l'exception de 2 valeurs. S'agissant du Zn, la fiabilité de la mesure interne ne semble pas remettre en cause la vérification du respect de la valeur limite.

En revanche, pour le Ni les écarts sont importants pour le 14/02/2023 (de l'ordre de 105 à 125%) et le 19/12/2023 (de l'ordre de 95 à 115%). Dans les 2 cas, le résultat de l'analyse interne est inférieur à la valeur limite de 2mg/l (y compris la contre-mesure sur échantillon prestataire) et le résultat de l'analyse externe est supérieur à 3mg/l. C'est donc la fiabilité de la méthode d'analyse interne, et non de la méthode d'échantillonnage, qu'il apparaît pertinent de questionner en premier lieu.

L'exploitant n'a pas mené d'investigation particulière sur l'origine de ces écarts, et conteste les résultats du contrôle externe du 19/12/2023 (résultats jugés valides par l'Inspection, cf. constat n°1). L'hypothèse d'une origine liée aux complexes de métaux (décomplexés par la méthode d'analyse externe, mais pas par la méthode d'analyse interne) lui semble la plus probable compte tenu du secteur d'activité. Il a précisé qu'il pourrait éventuellement étudier la possibilité technique de compléter le protocole d'analyse interne pour «casser» les complexes de Ni. L'Inspection a constaté que les valeurs mesurées lors des contrôles externes sont bien dans la plage de validité de la méthode de mesure du Ni mise en œuvre par l'exploitant, qui est de [0,1 – 7] mg/l.

L'exploitant a confirmé que toutes les vérifications du matériel de mesure (spectrophotomètre) sont réalisées en interne à partir du protocole du fournisseur. Celui-ci serait venu sur site en 2023, mais aucun rapport de vérification n'a été établi.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°4 :</b> L'Inspection demande à l'exploitant d'étudier les possibilités techniques de compléter son protocole d'analyse interne en vue d'améliorer la fiabilité de son autosurveillance concernant les rejets de Ni, et de mettre en œuvre les éventuelles actions correctives réalisables.  <i>Observation n°1 : L'exploitant mettra en place, si possible, une vérification externe de son matériel de mesure à une fréquence adaptée.</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Arrêté ministériel PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 2</u>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 3</u>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS [...]  Cette campagne porte sur :  1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;  2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [20 PFAS]  3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant [...] et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas établi de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation (y compris substances PFAS produites par dégradation), car ses investigations n'ont pas permis d'en identifier.  Concernant la portée de ces investigations, il a déclaré lors de la visite qu'il a consultés les FDS de l'ensemble des produits utilisés (bains et station de traitement) et qu'il a interrogé tous ses fournisseurs. L'Inspection a consulté les réponses des fournisseurs, qui ne permettent effectivement d'identifier aucune substance PFAS. L'Inspection relève que les informations de certains fournisseurs sont de toute évidence lacunaires, faute de données disponibles. L'exploitant a déclaré qu'il n'a pas connaissance d'une utilisation passée d'émulseurs sur le site (incendie ou exercice).</p> <p>L'exploitant a fait réaliser des campagnes de mesures le 18/12/2023, le 30/01/2024 et le</p>

<p>22/02/2024 portant sur le paramètre AOF, les 20 substances PFAS listées au point 2 de l'article 3 de l'arrêté du 20/06/2023 et les 8 substances PFAS listées au point 3 du même article.</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant a déclaré les résultats dans GIDAF pour le paramètre AOF et les 20 PFAS, mais pas pour les 8 PFAS. Toutefois, les résultats sont &lt; LQ pour les 8 PFAS. L'Inspection relève que les résultats en PFAS dans les eaux amont sont &lt; LQ, à l'exception du PFOA quantifié le 30/01/2024 (considéré comme un produit de dégradation compte tenu de la stabilité).</p> <p>L'Inspection relève également que plusieurs des 28 PFAS recherchés sont quantifiés dans les rejets le 18/12/2023 (PFOS, PFOA, PFHxA, PFPeA et PFHxS) à des teneurs significatives (1,3µg/l et 61,3mg/j pour la somme des 20 PFAS, dont 0,57µg/l et 26,9mg/j pour le PFOS), qu'aucun n'est quantifié le 30/01/2024 et que seul le PFOS est quantifié le 22/02/2024 (0,16µg/l et 6,6mg/j).</p> <p>L'inspection constate que le rapport d'analyse de la campagne de décembre 2023 indique que les résultats ne sont pas couverts par l'accréditation pour 6 des 20 PFAS analysés (PFBA, PFHxA, PFHxS, PFOA, PFOS et PFPeA). Du fait de l'observation d'un écart lors de la mise en œuvre de la méthode d'essai, les résultats sont émis hors des spécifications de la méthode accréditée. Les 5 PFAS quantifiés à des teneurs significatives lors de cette campagne sont concernés par ce retrait d'accréditation.</p> <p>En outre, l'Inspection relève que les valeurs du paramètre AOF (2,3 à 19µg/l et 0,24 à 0,41g/j), comparées aux valeurs de la somme des PFAS mesurés, tendent à indiquer que des PFAS non recherchés pourraient être présents dans les rejets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°5 :</b> L'Inspection demande à l'exploitant de refaire une campagne de recherche des PFAS (a minima les 20 PFAS listés au point 2 de l'article 3 de l'arrêté du 20/06/2023), afin de disposer d'au moins 3 résultats couverts par une accréditation. Il déclarera dans GIDAF les résultats de cette nouvelle campagne de mesure.</p> <p><i>Observation n°2 :</i> L'exploitant est invité à se rapprocher de l'UITS afin d'identifier, notamment sur la base des éventuelles études en cours et des résultats des investigations sur d'autres installations ayant une activité similaire à la sienne, si d'autres substances PFAS devraient être recherchées dans ses rejets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Station de traitement des effluents – État des sols**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3 § 8.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque de pollution des sols</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>AP du 04/10/1989 (modifié par APC du 29/07/2010), article 3 § 8.2.3 – Ouvrages épuratoires</u></p> <p>L'ensemble de l'ouvrage épuratoire sera construit sur un revêtement étanche et inattaquable.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Lors de la visite du 20/11/2024, l'Inspection a constaté au cours du cheminement sur le site que les sols du local accueillant la station de traitement des effluents sont à nouveau dans un état dégradé (revêtement attaqué, ne garantissant plus l'étanchéité) dans la partie basse de ce local (partie située sous le niveau du terrain naturel).</p> <p>Le même constat avait déjà été fait lors de la visite du 12/02/2020 et, à la demande de l'Inspection, l'exploitant avait rétabli l'intégrité des sols en août 2020 (résine refaite).</p> <p>L'exploitant a précisé lors de la visite du 20/11/2024 qu'il a procédé lui-même à la remise en état du sol du local et à la pose de la résine en 2020. Compte tenu de l'état actuel des sols, la résine utilisée par l'exploitant n'est pas adaptée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n°6</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de procéder ou faire procéder à la remise en état du sol du local accueillant la station de traitement des effluents, en utilisant une résine adaptée de sorte que le revêtement soit étanche et inattaquable.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>